

24.5 20

733 281.

201332299.

AML MICROTECHNIQUE LORRAINE

Société Par Actions Simplifiée au capital de 1 001 880.00 €

Siège social : RUE DU GRAND PRÉ ZONE EUROMOSELLE SUD

57280 FEVES

317 031 474 RCS METZ

**TEXTE DE LA DECISION ANNUELLE D'AFFECTATION DE RESULTAT PRISE
PAR L'ASSOCIEE UNIQUE DU 29 AVRIL 2019****DEUXIÈME DECISION**

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018, s'élevant à 603 827.49 €, de la manière suivante :

- Une somme de 200 000 €
à la distribution de dividende,
- et le solde, soit 403 827.49 €
au compte "Autres réserves"

Ce dividende sera mis en paiement à compter de ce jour et au plus tard le 30 septembre 2019.

Rappel des dividendes antérieurement distribués

L'associé unique, pour répondre aux prescriptions de l'article 243 bis du Code général des impôts, prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividende global distribué	Revenus distribués éligibles à la réfaction mentionnée à l'article 158-3-2° du CGI	Revenus distribués non éligibles à la réfaction mentionnée à l'article 158-3-2° du CGI	Revenus distribués hors AGO annuelle
2017	200 000 €	200 000 €	0 €	0 €
2016	0 €	0 €	0 €	0 €
2015	0 €	0 €	0 €	0 €

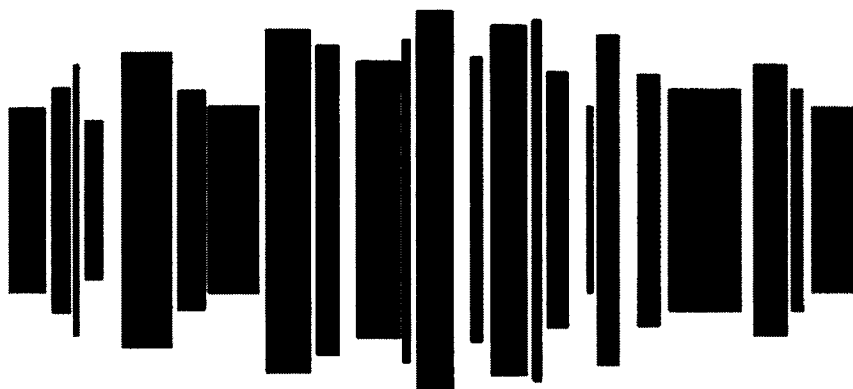
POUR COPIE
CONFORME

POUR COPIE
CONFORME

SASU AML MICROTECHNIQUE LORRAINE

rue du Grand Pré
57280 FEVES

COMPTES ANNUELS
au 31/12/2018



Exco Nexiom
Audit - Expertise Comptable - Conseil

22, Boucle du Val Marie
57100 THIONVILLE
T +33(0)3 82 59 12 90 - F +33(0)3 82 53 79 05

www.exconexiom.fr

75, rue de Chanvé
57050 LONGEVILLE LES METZ
T +33(0)3 87 63 04 99 - F +33(0)3 87 65 38 07

KRESTON
PROFESSIONAL

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Comptes annuels

Bilan

27.500

79381

21332299

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/18	Net au 31/12/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	581 125	117 924	463 201	349 367
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial	7 622		7 622	7 622
Autres immobilisations incorporelles	229 246	225 496	3 751	6 326
Immobilisations corporelles				
Terrains	281 919		281 919	
Constructions	531 705	457 300	74 405	53 080
Installations techniques, matériel et outillage	1 302 725	1 024 812	277 913	159 084
Autres immobilisations corporelles	286 953	213 642	73 312	23 189
Immob. en cours / Avances & acomptes	29 287		29 287	
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	9 537		9 537	9 537
Autres titres immobilisés				
Prêts	126 500	58 487	68 013	59 769
Autres immobilisations financières	23 775		23 775	13 775
Stocks				
Matières premières et autres approv.	753 311	140 376	612 935	546 308
En cours de production de biens		166 603	-166 603	2 161 754
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 330 722		2 330 722	
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 873 012	66 107	1 806 905	1 349 330
Fournisseurs débiteurs	555 353		555 353	419 230
Personnel	61 335		61 335	2 386
Etat, Impôts sur les bénéfices	194 194		194 194	235 946
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	191 106		191 106	140 812
Autres créances	216 492		216 492	423 332
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	558 035		558 035	336 095
Charges constatées d'avance	57 093		57 093	107 244
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
TOTAL ACTIF	10 201 045	2 470 745	7 730 300	6 404 186

 Bilan

	Net au 31/12/18	Net au 31/12/17
PASSIF		
Capital social ou individuel	1 001 880	1 001 880
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	70 732	70 732
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	100 188	100 188
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	406 708	
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	603 827	606 708
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	38 349	
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES	1 122 159	1 179 508
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		80 000
Provisions pour charges		1 372
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		81 372
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	866 714	447 131
<i>Découverts et concours bancaires</i>	4 306	2 603
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	871 020	449 734
Emprunts et dettes financières diverses	53 935	107 504
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	437 152	231 954
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 172 040	2 167 969
<i>Personnel</i>	247 956	178 214
<i>Organismes sociaux</i>	480 737	621 980
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	453	992
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	15 930	49 961
Dettes fiscales et sociales	745 076	851 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	128 031	21 179
Produits constatés d'avance	1 101 362	713 817
TOTAL DETTES	6 508 616	4 543 305
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	7 730 300	6 404 186

Compte de résultat

	du 01/01/18 au 31/12/18 12 mois	%	du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS						
Ventes de marchandises						
Production vendue	8 305 220	100,00	6 807 916	100,00	1 497 304	21,99
Production stockée	17 638	0,21	361 676	5,31	-344 038	-95,12
Subventions d'exploitation	18 754	0,23	3 939	0,06	14 815	376,09
Autres produits	343 158	4,13	250 459	3,68	92 699	37,01
Total	8 684 771	104,57	7 423 990	109,05	1 260 780	16,98
CONSOMMATION M/SES & MAT						
Achats de marchandises						
Variation de stock (m/ses)						
Achats de m.p & aut.approv.	525 731	6,33	725 732	10,66	-200 001	-27,56
Variation de stock (m.p.)	-207 003	-2,49	-77 499	-1,14	-129 504	167,10
Autres achats & charges externes	4 375 323	52,68	3 166 936	46,52	1 208 387	38,16
Total	4 694 051	56,52	3 815 169	56,04	878 882	23,04
CHARGES						
Impôts, taxes et vers. assim.	189 947	2,29	170 321	2,50	19 626	11,52
Salaires et Traitements	2 100 943	25,30	1 902 760	27,95	198 183	10,42
Charges sociales	713 184	8,59	749 049	11,00	-35 864	-4,79
Amortissements et provisions	464 522	5,59	254 731	3,74	209 791	82,36
Autres charges	463	0,01	17 116	0,25	-16 654	-97,30
Total	3 469 060	41,77	3 093 978	45,45	375 082	12,12
RE						
Produits financiers	2 164	0,03	12 995	0,19	-10 830	-83,34
Charges financières	49 876	0,60	52 882	0,78	-3 006	-5,69
Résultat financier	-47 712	-0,57	-39 888	-0,59	-7 824	19,62
Opérations en commun						
RESULTAT COURANT	471 049	5,53	474 125	6,39	-3 076	-0,65
Produits exceptionnels	83 529	1,01	524 529	7,70	-440 999	-84,08
Charges exceptionnelles	48 579	0,58	475 846	6,99	-427 267	-89,79
Résultat exceptionnel	34 951	0,42	48 683	0,72	-13 732	-28,21
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	-94 928	-1,14	-83 069	-1,22	-11 859	14,28
RESULTAT DE L'EXERCICE	603 827	7,27	606 708	8,91	-2 880	-0,47

COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU AML MICROTECHNIQUE LORRAINE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 7 730 300 €
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 603 827 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise le 07/02/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks se composent de :

- Stocks de matières premières et consommables

Ce sont des actifs détenus par l'entreprise afin d'être consommés au premier usage ou rapidement destinés pour les matières premières à entrer dans le processus de production et pour les matières consommables à concourir au traitement et à la fabrication.

Ils sont évalués suivant la méthode du "coût moyen pondéré".

- Stocks de produits finis, de produits semi finis et d'en cours

Ce sont des actifs produits par l'entreprise, qui ont atteint un stade d'achèvement définitif dans le cycle de production et destinés à être vendus dans le cours normal de l'activité.

Ils sont valorisés au coût de production. Celui-ci est constitué du coût des approvisionnements augmenté des autres coûts engagés par l'entreprise au cours des opérations de production pour amener le bien dans l'état et à l'endroit où il se

Règles et méthodes comptables

trouve.

Ce sont des produits qui ont atteint un stade d'achèvement mais destinés à entrer dans une nouvelle phase du circuit de production.

Ils sont valorisés suivant l'état d'avancement dans le processus de production.

- Stocks de guides

Une nouvelle méthode de valorisation a été appliquée à compter de l'exercice 2017 pour tenir compte du prix de vente de ceux-ci ainsi que du coefficient de technicité.

Les guides non identifiés dans la gestion de produits ont été totalement isolés et font l'objet d'une mise au rebut.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 99 266 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.

 Faits caractéristiques**Autres éléments significatifs**

Informations complémentaires sur les sociétés liées :

Avec la société AML MAROC :

- Solde en compte clients au 31/12/2018 : 1 178 455 €
- Solde en compte fournisseurs : 806 267 €
- Reprise sur provisions pour dépréciation comptes clients/fournisseurs au 31/12/18 : 40 045 €

- Prêt 256 K€ : solde au 31/12/18 : 66 412 €
- Prêt 150 K€ : solde au 31/12/18 : 19 144 €
- Intérêts courus sur prêts au 31/12/18 : 33 980 €

Autres faits significatifs :

La société AML est arrivé au terme de son contrat de crédit-bail immobilier, et a levé l'option d'achat pour une valeur de 300 001 €, comptabilisé pour 281 918 € en terrain et pour 18 083 € en construction.

Cette levée a fait l'objet d'une intégration fiscale extracomptable et de la constatation d'un amortissement dérogatoire pour 38 348,96 €

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	389 409	191 716		581 125
- Fonds commercial	7 622			7 622
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	229 246			229 246
Immobilisations incorporelles	626 278	191 716		817 994
- Terrains		281 919		281 919
- Constructions sur sol propre	136 352	40 422		176 774
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	349 981	4 950		354 931
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 155 101	163 260	15 637	1 302 725
- Installations générales, agencements aménagements divers	111 884	14 745		126 629
- Matériel de transport	296			296
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	112 186	32 353		144 540
- Emballages récupérables et divers		15 489		15 489
- Immobilisations corporelles en cours		29 287		29 287
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 865 801	582 423	15 637	2 432 588
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	9 537			9 537
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	132 031	18 244		150 275
Immobilisations financières	141 568	18 244		159 812
ACTIF IMMOBILISE	2 633 647	792 384	15 637	3 410 394

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	191 716	582 423	18 244	792 384
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	191 716	582 423	18 244	792 384
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		15 637		15 637
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		15 637		15 637

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

A compter de l'exercice ouvert au 1er Janvier 2016, les frais de recherche et de développement ayant de sérieuses probabilités de réussite technique et commerciale sont valorisés selon les coûts de production des heures de main d'oeuvre, des amortissements du matériel et des frais de sous-traitance identifiés sur des projets nettement individualisés. Des projets de recherche ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles pour un montant brut avant impôt sur les sociétés de 191 716 euros au 31 Décembre 2018.

Ces frais de recherche et développement sont amortis sur une durée de 5 années.

Les frais de recherche et développement ne répondant pas à ces critères sont comptabilisés dans les charges de l'exercice.

	Montant Brut	Durée
Frais recherche 2016	200 212	5
Frais recherche 2017	189 197	5
Frais recherche 2018	191 716	5
Frais de recherche	581 125	

Notes sur le bilan

Fonds commercial

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que notre fonds commercial n'a pas de durée de vie limitée et à ce titre, il n'est pas amorti.

	31/12/2018
Éléments achetés	
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	7 622
Total	7 622

Le fonds de commerce n'est pas amorti. Il fait l'objet d'une appréciation régulière lors de la survenance d'éléments susceptibles de remettre en cause sa valeur.

Lorsque sa valeur actuelle fondée sur les critères ayant prévalu lors de son acquisition s'avère inférieure de façon durable à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

Immobilisations financières

Les participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				
SARL DIAMOND ANTENNA EUROPE 30700 KORTENBERG	18 600	35 732	45,00	3 198

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)					
- Participations (détenues entre 10 et 50%)	8 370	8 370			
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	40 042	77 882		117 924
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	222 921	2 575		225 496
Immobilisations incorporelles	262 963	80 457		343 420
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	99 247	10 186		109 433
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	334 007	13 860		347 867
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	996 017	40 577	11 782	1 024 812
- Installations générales, agencements aménagements divers	102 901	2 840		105 741
- Matériel de transport	296			296
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 981	9 624		107 604
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 630 449	77 087	11 782	1 695 753
ACTIF IMMOBILISE	1 893 412	157 544	11 782	2 039 173

Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières	292 257	280 901	11 356	
Autres approvisionnements	461 054	265 407	195 647	
Total I	753 311	546 308	207 003	
Production				
Produits intermédiaires	791 058		791 058	
Produits finis	1 539 664		1 539 664	
Produits résiduels				
Autres				
Total II	2 330 722		2 330 722	
Production en cours				
Produits				
Travaux		2 313 084		2 313 084
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III		2 313 084		2 313 084
Production stockée			2 330 722	2 313 084

Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 298 859 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	126 500	33 980	92 520
Autres	23 775		23 775
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 873 012	1 873 012	
Autres	1 218 479	1 218 479	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	57 093	57 093	
Total	3 298 859	3 182 564	116 295
Prêts accordés en cours d'exercice	8 244		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus s/prêt aml maroc	33 980
Clients-factures a établir	16 015
Etat produits à recevoir	26 356
Total	76 351

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	58 487			58 487
Stocks	151 330	306 979	151 330	306 979
Créances et Valeurs mobilières	66 107			66 107
Total	275 924	306 979	151 330	431 572
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		306 979	151 330	
Financières				
Exceptionnelles				

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Stocks produits semi finis	166 603
Stocks de matières premières	19 990
Stocks d'achats autres que matières	120 385
TOTAL	306 979

Les stocks de produits semi finis sont analysés en fin d'exercice en fonction des prévisions d'utilisation.

Dans l'attente des renouvellements de commandes, ceux-ci sont dépréciés de 20% par an au delà de la 2ème année de détention.

Les stocks de matières premières et les stocks d'achats autres que les matières sont analysés en fin d'exercice en fonction de la date de dernière consommation des articles en stock.

Sur cet exercice, une dépréciation a été constatée sur les achats de matières premières pour 9 990 € et une autre sur les achats autres que les matières pour 120 385 €. Ces achats, comme les stocks d'en-cours, sont dépendants du renouvellement des commandes spécifiques et du service après-vente. Nous avons appliqué une dépréciation sur l'ensemble des articles antérieurs au 31 Décembre 2015.

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 001 880,00 € décomposé en 7 590 titres d'une valeur nominale de 132,00 €.

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		38 349		38 349
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total		38 349		38 349
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		38 349		

Provisions

Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	80 000		80 000		
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts	1 372		1 372		
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	81 372		81 372		
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			81 372		

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 508 616 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	4 306	4 306		
- à plus de 1 an à l'origine	866 714	211 336	545 120	110 259
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	53 935	53 935		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 172 040	2 172 040		
Dettes fiscales et sociales	745 076	745 076		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	565 182	565 182		
Produits constatés d'avance	1 101 362	1 101 362		
Total	5 508 616	4 853 237	545 120	110 259
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	566 561			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	146 901			
(**) Dont envers les associés	437 152			

Charges à payer

	Montant
Fournis.factures non parvenues.	236 587
Intérêts courus sur emprunts	3 802
Intérêts courus s/banques	2 919
Intérêts courus cftn	5 198
Personnel-prov.p/congés payés	171 698
Personnel-charges à payer	71 692
Organis.sociaux-charges à payer	86 644
Charges s/prov.congés payés	68 671
Etat-charges à payer	15 930
Clients avoirs à établir	7 053
Total	670 194

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	57 093		
Total	57 093		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 101 362		
Total	1 101 362		

Les produits constatés d'avance sont des avances émises par les clients sur des commandes en cours.

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 9 080 €

Honoraire des autres services : 0 €

 Autres informations**Effectif**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	22	
Employés	2	
Ouvriers	26	
Total	55	

Engagements financiers**Engagements donnés**

Autres informations

	Montant en Euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	256 379
Engagements de crédit-bail mobilier	537 314
Engagements de crédit-bail immobilier	
CIC 150 000 € - Nantissement fonds 5ème rang à hauteur de la somme de 150 000 € + garantie par BPI France à hauteur de 70% du crédit en capital, intérêts, frais et accessoires. (Capital restant dû hors intérêts courus)	32 859
HSBC 200 000 € - Garantie BPI France à hauteur de 70% du crédit en capital, intérêts, frais et accessoires Caution solidaire de Monsieur Régis LIMBACH à concurrence de 30% de l'encours du crédit limité à 72 000 € maximum (Capital restant dû hors intérêts courus)	102 946
BPL 150 000 € - Nantissement fonds 1er rang à hauteur de 150 000 € + garantie BPI France à hauteur de 70% du crédit en capital, intérêts, frais et accessoires	42 948
Autres engagements donnés	178 753
Total	972 446
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			593 593	72 422	666 015
Cumul exercices antérieurs			65 498		65 498
Dotations de l'exercice			139 731	684	140 415
Amortissements			205 229	684	205 913
Cumul exercices antérieurs			42 225		42 225
Exercice			118 965	9 691	128 656
			161 190	9 691	170 880
A un an au plus			131 536	18 881	150 418
A plus d'un an et cinq ans au plus			335 662	47 298	382 960
A plus de cinq ans					
			467 198	66 179	533 376
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			3 260	677	3 936
A plus de cinq ans					
Valeur résiduelle			3 260	677	3 936
Montant pris en charge dans l'exercice					

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 256 379 €

Les indemnités de fin de carrière ne sont pas provisionnées au bilan. Elles sont évaluées, au 31 Décembre 2018 à 256 379 €, selon une méthode actuarielle conforme à la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87.

Les hypothèses retenues pour calculer la valeur actuarielle totale des prestations futures sont les suivantes :

- Application de la convention collective de la Métallurgie non cadre et Ingénieurs et cadres de la Métallurgie,
- Rémunération moyenne de l'intéressé sur l'année 2018,
- Taux d'actualisation net d'inflation : 1,57 %
- Taux de progression : 1%,
- Type de départ : à l'initiative du salarié à partir de 65 ans,
- Mobilité du personnel : taux de rotation faible,
- Hypothèses démographiques : INSEE 2017.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

 Autres informations

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

24-5-2013

793281

2013 B1233

ABEIX

4, Rue MARCONI – Bâtiment CESCO 57070 METZ
Tél. : 03 87 20 41 72 - Courriel : cpetitjean@fidurex.fr



AML MICROTECHNIQUE LORRAINE

Société par actions Simplifiée au capital de 1 001 880.00 €
Rue du Grand Pré Zone Euromoselle Sud 57280 FEVES
317 031 474 RCS METZ

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AML MICROTECHNIQUE LORRAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

CP

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et des informations fournies dans l'annexe, notamment pour ce qui concerne la valorisation des titres de participation et les éventuelles provisions comptabilisées.

IV. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale appelé à statuer sur les comptes

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à METZ, le 12 avril 2019

Pour SARL ABEIX

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, positioned above the printed name.

Christophe PETITJEAN
Commissaire aux comptes

AML MICROTECHNIQUE LORRAINE

Société par actions Simplifiée au capital de 1 001 880.00 €
Rue du Grand Pré Zone Euromoselle Sud 57280 FEVES
317 031 474 RCS METZ

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à METZ, le 12 avril 2019

Pour SARL ABEIX



Christophe PETITJEAN
Commissaire aux comptes

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/18	Net au 31/12/17
ACTIF				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	581 125	117 924	463 201	349 367
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fonds commercial	7 622		7 622	7 622
Autres immobilisations incorporelles	229 246	225 496	3 751	6 326
Immobilisations corporelles				
Terrains	281 919		281 919	
Constructions	531 705	457 300	74 405	53 080
Installations techniques, matériel et outillage	1 302 725	1 024 812	277 913	159 084
Autres immobilisations corporelles	286 953	213 642	73 312	23 189
Immob. en cours / Avances & acomptes	29 287		29 287	
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	9 537		9 537	9 537
Autres titres immobilisés				
Prêts	126 500	58 487	68 013	59 769
Autres immobilisations financières	23 775		23 775	13 775
TOTAL ACTIF NON CIRCULANT	3 047 340	1 793 868	1 253 472	881 710
Stocks				
Matières premières et autres approv.	753 311	140 376	612 935	546 308
En cours de production de biens		166 603	-166 603	2 161 754
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 330 722		2 330 722	
Marchandises				
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 873 012	66 107	1 806 905	1 349 330
Fournisseurs débiteurs	555 353		555 353	419 230
Personnel	61 335		61 335	2 386
Etat, Impôts sur les bénéfices	194 194		194 194	235 946
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	191 106		191 106	140 812
Autres créances	216 492		216 492	423 332
Divers				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	558 035		558 035	336 095
Charges constatées d'avance	57 093		57 093	107 244
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 720 052	373 086	6 346 966	5 772 737
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL ACTIF	10 201 045	2 470 745	7 730 300	6 404 186



Bilan

	Net au 31/12/18	Net au 31/12/17
PASSIF		
Capital social ou individuel	1 001 880	1 001 880
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	70 732	70 732
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	100 188	100 188
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	406 708	
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	508 827	608 708
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	38 349	
REVALUATION DES BIENS PROPRES	2 221 835	508 708
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		80 000
Provisions pour charges		1 372
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		81 372
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
<i>Emprunts</i>	866 714	447 131
<i>Découverts et concours bancaires</i>	4 306	2 603
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	871 020	449 734
Emprunts et dettes financières diverses	53 935	107 504
Emprunts et dettes financières diverses - Associés	437 152	231 954
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 172 040	2 167 969
<i>Personnel</i>	247 956	178 214
<i>Organismes sociaux</i>	480 737	621 980
<i>Etat, Impôts sur les bénéfices</i>		
<i>Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires</i>	453	992
<i>Etat, Obligations cautionnées</i>		
<i>Autres dettes fiscales et sociales</i>	15 930	49 961
Dettes fiscales et sociales	745 076	851 147
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	128 031	21 179
Produits constatés d'avance	1 101 362	713 817
TOTAL DETTES	45 608 616	45 438 005
Ecart de conversion - Passif		
TOTAL PASSIF	7 730 300	6 404 186



Compte de résultat

	du 01/01/18 au 31/12/18 12 mois	%	du 01/01/17 au 31/12/17 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS						
Ventes de marchandises						
Production vendue	8 305 220	100,00	6 807 916	100,00	1 497 304	21,99
Production stockée	17 638	0,21	361 676	5,31	-344 038	-95,12
Subventions d'exploitation	18 754	0,23	3 939	0,06	14 815	376,09
Autres produits	343 158	4,13	250 459	3,68	92 699	37,01
Total	8 684 771	104,57	7 423 990	109,05	1 260 780	16,98
CONSOMMATION M/SES & MAT						
Achats de marchandises						
Variation de stock (m/ses)						
Achats de m.p & aut.approv.	525 731	6,33	725 732	10,66	-200 001	-27,56
Variation de stock (m.p.)	-207 003	-2,49	-77 499	-1,14	-129 504	167,10
Autres achats & charges externes	4 375 323	52,68	3 166 936	46,52	1 208 387	38,16
Total	4 694 051	56,52	3 815 169	56,04	878 882	23,04
MARGE SUR M/SES						
CHARGES						
Impôts, taxes et vers. assim.	189 947	2,29	170 321	2,50	19 626	11,52
Salaires et Traitements	2 100 943	25,30	1 902 760	27,95	198 183	10,42
Charges sociales	713 184	8,59	749 049	11,00	-35 864	-4,79
Amortissements et provisions	464 522	5,59	254 731	3,74	209 791	82,36
Autres charges	463	0,01	17 116	0,25	-16 654	-97,30
Total	3 469 060	41,77	3 093 978	45,45	375 082	12,12
RÉSULTAT D'EXPLOITATION						
Produits financiers	2 164	0,03	12 995	0,19	-10 830	-83,34
Charges financières	49 876	0,60	52 882	0,78	-3 006	-5,69
Résultat financier	-47 712	-0,57	-39 888	-0,59	-7 824	19,62
Opérations en commun						
RÉSULTAT COURANT						
Produits exceptionnels	83 529	1,01	524 529	7,70	-440 999	-84,08
Charges exceptionnelles	48 579	0,58	475 846	6,99	-427 267	-89,79
Résultat exceptionnel	34 951	0,42	48 683	0,72	-13 732	-28,21
Participation des salariés						
Impôts sur les bénéfices	-94 928	-1,14	-83 069	-1,22	-11 859	14,28
RESULTAT DE L'EXERCICE	603 827	7,27	606 708	8,91	-2 880	-0,47



COMPTES ANNUELS

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SASU AML MICROTECHNIQUE LORRAINE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018, dont le total est de 7 730 300 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 603 827 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise le 07/02/2019.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2018 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euro.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks se composent de :

- Stocks de matières premières et consommables

Ce sont des actifs détenus par l'entreprise afin d'être consommés au premier usage ou rapidement destinés pour les matières premières à entrer dans le processus de production et pour les matières consommables à concourir au traitement et à la fabrication.

Ils sont évalués suivant la méthode du "coût moyen pondéré".

- Stocks de produits finis, de produits semi finis et d'en cours

Ce sont des actifs produits par l'entreprise, qui ont atteint un stade d'achèvement définitif dans le cycle de production et destinés à être vendus dans le cours normal de l'activité.

Ils sont valorisés au coût de production. Celui-ci est constitué du coût des approvisionnements augmenté des autres coûts engagés par l'entreprise au cours des opérations de production pour amener le bien dans l'état et à l'endroit où il se

Règles et méthodes comptables

trouve.

Ce sont des produits qui ont atteint un stade d'achèvement mais destinés à entrer dans une nouvelle phase du circuit de production.

Ils sont valorisés suivant l'état d'avancement dans le processus de production.

- Stocks de guides

Une nouvelle méthode de valorisation a été appliquée à compter de l'exercice 2017 pour tenir compte du prix de vente de ceux-ci ainsi que du coefficient de technicité.

Les guides non identifiés dans la gestion de produits ont été totalement isolés et font l'objet d'une mise au rebut.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant aux rémunérations éligibles de l'année civile 2018 a été constaté pour un montant de 99 266 €. Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit correspondant a été porté au crédit du compte 649 - Charges de personnel - CICE.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de cet exercice.



Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Informations complémentaires sur les sociétés liées :

Avec la société AML MAROC :

- Solde en compte clients au 31/12/2018 : 1 178 455 €
- Solde en compte fournisseurs : 806 267 €
- Reprise sur provisions pour dépréciation comptes clients/fournisseurs au 31/12/18 : 40 045 €
- Prêt 256 K€ : solde au 31/12/18 : 66 412 €
- Prêt 150 K€ : solde au 31/12/18 : 19 144 €
- Intérêts courus sur prêts au 31/12/18 : 33 980 €

Autres faits significatifs :

La société AML est arrivé au terme de son contrat de crédit-bail immobilier, et a levé l'option d'achat pour une valeur de 300 001 €, comptabilisé pour 281 918 € en terrain et pour 18 083 € en construction.

Cette levée a fait l'objet d'une intégration fiscale extracomptable et de la constatation d'un amortissement dérogatoire pour 38 348,96 €



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	389 409	191 716		581 125
- Fonds commercial	7 622			7 622
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	229 246			229 246
Immobilisations incorporelles	626 278	191 716		817 994
- Terrains		281 919		281 919
- Constructions sur sol propre	136 352	40 422		176 774
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	349 981	4 950		354 931
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 155 101	163 260	15 637	1 302 725
- Installations générales, agencements aménagements divers	111 884	14 745		126 629
- Matériel de transport	296			296
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	112 186	32 353		144 540
- Emballages récupérables et divers		15 489		15 489
- Immobilisations corporelles en cours		29 287		29 287
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 865 801	582 423	15 637	2 432 588
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	9 537			9 537
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	132 031	18 244		150 275
Immobilisations financières	141 568	18 244		159 812
ACTIF IMMOBILISE	2 633 647	792 384	15 637	3 410 394



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	191 716	582 423	18 244	792 384
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	191 716	582 423	18 244	792 384
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		15 637		15 637
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		15 637		15 637

Immobilisations incorporelles

Frais de recherche et de développement

A compter de l'exercice ouvert au 1er Janvier 2016, les frais de recherche et de développement ayant de sérieuses probabilités de réussite technique et commerciale sont valorisés selon les coûts de production des heures de main d'oeuvre, des amortissements du matériel et des frais de sous-traitance identifiés sur des projets nettement individualisés. Des projets de recherche ont été comptabilisés en immobilisations incorporelles pour un montant brut avant impôt sur les sociétés de 191 716 euros au 31 Décembre 2018.

Ces frais de recherche et développement sont amortis sur une durée de 5 années.

Les frais de recherche et développement ne répondant pas à ces critères sont comptabilisés dans les charges de l'exercice.

	Montant Brut	Durée
Frais recherche 2016	200 212	5
Frais recherche 2017	189 197	5
Frais recherche 2018	191 716	5
Frais de recherche	581 125	



Notes sur le bilan

Fonds commercial

En application des dispositions de l'article 214-3 du PCG, nous avons estimé que notre fonds commercial n'a pas de durée de vie limitée et à ce titre, il n'est pas amorti.

	31/12/2018
Éléments achetés	
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	7 622
Total	7 622

Le fonds de commerce n'est pas amorti. Il fait l'objet d'une appréciation régulière lors de la survenance d'éléments susceptibles de remettre en cause sa valeur.

Lorsque sa valeur actuelle fondée sur les critères ayant prévalu lors de son acquisition s'avère inférieure de façon durable à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée.

Immobilisations financières

Les participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



Notes sur le bilan

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)				
SARL DIAMOND ANTENNA EUROPE 30700 KORTENBERG	18 600	35 732	45,00	3 198

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)					
- Participations (détenues entre 10 et 50 %)	8 370	8 370			
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	40 042	77 882		117 924
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	222 921	2 575		225 496
Immobilisations incorporelles	262 963	80 457		343 420
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	99 247	10 186		109 433
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	334 007	13 860		347 867
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	996 017	40 577	11 782	1 024 812
- Installations générales, agencements aménagements divers	102 901	2 840		105 741
- Matériel de transport	296			296
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	97 981	9 624		107 604
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 630 449	77 087	11 782	1 695 753
ACTIF IMMOBILISE	1 893 412	157 544	11 782	2 039 173



Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Les flux s'analysent comme suit :

	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Augmentation des stocks	Diminution des stocks
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état				
Approvisionnements				
Matières premières	292 257	280 901	11 356	
Autres approvisionnements	461 054	265 407	195 647	
Total I	753 311	546 308	207 003	
Production				
Produits intermédiaires	791 058		791 058	
Produits finis	1 539 664		1 539 664	
Produits résiduels				
Autres				
Total II	2 330 722		2 330 722	
Production en cours				
Produits				
Travaux		2 313 084		2 313 084
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
Total III		2 313 084		2 313 084
Production stockée			2 330 722	2 313 084



Notes sur le bilan

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 298 859 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	126 500	33 980	92 520
Autres	23 775		23 775
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 873 012	1 873 012	
Autres	1 218 479	1 218 479	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	57 093	57 093	
Total	3 298 859	3 182 564	116 295
Prêts accordés en cours d'exercice	8 244		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts courus s/prêt aml maroc	33 980
Clients-factures a établir	16 015
Etat produits à recevoir	26 356
Total	76 351



Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	58 487			58 487
Stocks	151 330	306 979	151 330	306 979
Créances et Valeurs mobilières	66 107			66 107
Total	275 924	306 979	151 330	431 572
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		306 979	151 330	
Financières				
Exceptionnelles				

Dépréciation des stocks

Tableau des dépréciations par catégorie :

	Montant
Stocks produits semi finis	166 603
Stocks de matières premières	19 990
Stocks d'achats autres que matières	120 385
TOTAL	306 979

Les stocks de produits semi finis sont analysés en fin d'exercice en fonction des prévisions d'utilisation.

Dans l'attente des renouvellements de commandes, ceux-ci sont dépréciés de 20% par an au delà de la 2ème année de détention.

Les stocks de matières premières et les stocks d'achats autres que les matières sont analysés en fin d'exercice en fonction de la date de dernière consommation des articles en stock.

Sur cet exercice, une dépréciation a été constatée sur les achats de matières premières pour 9 990 € et une autre sur les achats autres que les matières pour 120 385 €. Ces achats, comme les stocks d'en-cours, sont dépendants du renouvellement des commandes spécifiques et du service après-vente. Nous avons appliqué une dépréciation sur l'ensemble des articles antérieurs au 31 Décembre 2015.



Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 1 001 880,00 € décomposé en 7 590 titres d'une valeur nominale de 132,00 €.

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires		38 349		38 349
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total		38 349		38 349
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles		38 349		

Provisions



Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	80 000		80 000		
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts	1 372		1 372		
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	81 372		81 372		
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles			81 372		



Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 508 616 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	4 306	4 306		
- à plus de 1 an à l'origine	866 714	211 336	545 120	110 259
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	53 935	53 935		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 172 040	2 172 040		
Dettes fiscales et sociales	745 076	745 076		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	565 182	565 182		
Produits constatés d'avance	1 101 362	1 101 362		
Total	5 508 616	4 853 237	545 120	110 259
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	566 561			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	146 901			
(**) Dont envers les associés	437 152			

Charges à payer

	Montant
Fournis.factures non parvenues.	236 587
Intérêts courus sur emprunts	3 802
Intérêts courus s/banques	2 919
Intérêts courus cftn	5 198
Personnel-prov.p/congés payés	171 698
Personnel-charges à payer	71 692
Organis.sociaux-charges à payer	86 644
Charges s/prov.congés payés	68 671
Etat-charges à payer	15 930
Clients avoirs à établir	7 053
Total	670 194



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	57 093		
Total	57 093		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 101 362		
Total	1 101 362		

Les produits constatés d'avance sont des avances émises par les clients sur des commandes en cours.



 Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 9 080 €

Honoraire des autres services : 0 €



 Autres informations**Effectif**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et techniciens	22	
Employés	2	
Ouvriers	26	
Total	55	

Engagements financiers**Engagements donnés**

Autres informations

	Montant en Euro
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	256 379
Engagements de crédit-bail mobilier	537 314
Engagements de crédit-bail immobilier	
CIC 150 000 € - Nantissement fonds 5ème rang à hauteur de la somme de 150 000 € + garantie par BPI France à hauteur de 70% du crédit en capital, intérêts, frais et accessoires. (Capital restant dû hors intérêts courus)	32 859
HSBC 200 000 € - Garantie BPI France à hauteur de 70% du crédit en capital, intérêts, frais et accessoires Caution solidaire de Monsieur Régis LIMBACH à concurrence de 30% de l'encours du crédit limité à 72 000 € maximum (Capital restant dû hors intérêts courus)	102 946
BPL 150 000 € - Nantissement fonds 1er rang à hauteur de 150 000 € + garantie BPI France à hauteur de 70% du crédit en capital, intérêts, frais et accessoires	42 948
Autres engagements donnés	178 753
Total	972 446
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	



Autres informations

Crédit-Bail

	Terrains	Constructions	Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			598 536	72 422	670 958
Cumul exercices antérieurs			65 498		65 498
Dotations de l'exercice			139 731	684	140 415
Valeur nette			503 307	73 106	576 413
Cumul exercices antérieurs			42 225		42 225
Exercice			118 965	9 691	128 656
Restes à payer			131 536	18 881	150 418
A un an au plus			131 536	18 881	150 418
A plus d'un an et cinq ans au plus			335 662	47 298	382 960
A plus de cinq ans					
Provisions pour dépréciation			35 260	677	35 937
A un an au plus					
A plus d'un an et cinq ans au plus			3 260	677	3 936
A plus de cinq ans					
Valeur nette			468 047	72 429	540 476
Montant des engagements pris					
Exercice					

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 256 379 €

Les indemnités de fin de carrière ne sont pas provisionnées au bilan. Elles sont évaluées, au 31 Décembre 2018 à 256 379 €, selon une méthode actuarielle conforme à la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87.

Les hypothèses retenues pour calculer la valeur actuarielle totale des prestations futures sont les suivantes :

- Application de la convention collective de la Métallurgie non cadre et Ingénieurs et cadres de la Métallurgie,
- Rémunération moyenne de l'intéressé sur l'année 2018,
- Taux d'actualisation net d'inflation : 1,57 %
- Taux de progression : 1%,
- Type de départ : à l'initiative du salarié à partir de 65 ans,
- Mobilité du personnel : taux de rotation faible,
- Hypothèses démographiques : INSEE 2017.



Crédit d'impôt compétitivité et emploi

 Autres informations

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de reconstitution du fonds de roulement.

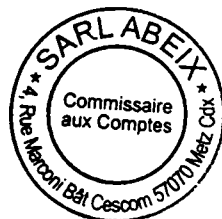


Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	1 001 880,00	1 001 880,00	1 001 880,00	1 001 880,00	1 001 880,00
Nombre d'actions ordinaires	7 590,00	7 590,00	7 590,00	7 590,00	7 590,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	6 133 209,09	5 839 248,26	7 199 973,78	6 807 915,86	8 305 220,18
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	151 343,91	-582 893,40	422 866,25	711 109,06	778 956,22
Impôts sur les bénéfices	-60 587,00	-75 039,00	-78 129,00	-83 069,00	-94 928,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	51 253,19	-606 459,06	341 793,66	606 707,97	603 827,49
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	27,92	-66,91	66,01	104,63	115,14
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	6,75	-79,90	45,03	79,94	79,56
Dividende distribué					
Personnel					
Effectif salariés	58	58	48	55	55
Montant de la masse salariale	2 173 166,55	2 181 783,69	1 962 729,40	1 902 759,99	2 100 943,40
Montant des sommes versées en avantages sociaux	929 935,66	826 877,72	777 356,98	749 048,86	713 184,42

